

Divers

La DETRESSE de L'ENSEIGNEMENT PUBLIC :

PENURIE de CLASSES et de MAITRES

ECOLES SURPEUPLEES et ECOLES FERMEES

Le déséquilibre croissant entre la population de la campagne et de la ville crée un état de fait angoissant sur lequel il serait temps de se pencher pour essayer d'en analyser les données et tâcher, dans la mesure du possible, d'y apporter remède.

Nous nous sommes intéressés surtout à l'un des aspects de cette inquiétante réalité : le problème scolaire.

Voici dans la sécheresse des faits, les contradictions qui, sous l'angle économique, intellectuel et humain vont s'affirmant entre les écoles de villages et les écoles de villes, au grand détriment de l'éducation et de l'instruction :

ECOLES de VILLAGES

ECOLES des VILLES

SITUATION

Les campagnes se dépeuplent.
Les effectifs scolaires diminuent
d'où suppression de postes, de postes doubles
et maintien problématique de classes uniques.

Locaux scolaires inoccupés ou partiellement
occupés, mais pouvant être réparés et entretenus
à peu de frais.

Les villes augmentent de population.
Effectifs scolaires importants.
Classes surchargées, qui imposent la création
de classes, de locaux nouveaux et de postes
d'instituteurs.
Locaux scolaires à agrandir ou à construire
rapidement, d'où dépenses importantes

CONDITIONS DE VIE FAMILIALE

Habitations rurales en général spacieuses;
nombreuses maisons abandonnées.

Elles pourraient être réparées ou aménagées
à peu de frais, pour une ou deux pièces, avec
l'aide de l'Habitat Rural ou de la reconstruction.

Le travail à la terre a lieu surtout d'Avril
à Octobre.

Il n'est pas toujours rémunérateur: Prestations
de la Sécurité Sociale ou des Allocations
Familiales nettement inférieures. La plupart
des exploitations rurales vivent sur leurs
produits, le petit excédent de produits est
perdu ou gaspillé à cause de difficulté de
clientèle.

Logements ouvriers insuffisants : les familles
nombreuses n'arrivent pas à se loger.

La construction de logements, pourtant si nécessaire,
est en retard sur les besoins de
la population malgré l'aide du M.R.L. et des
Allocations Familiales.

Le travail à l'usine ou à l'atelier est maximum
de Septembre à fin Mai.

Il est mieux rémunéré (quoiqu'encore insuffisant)
grâce aux Allocations Familiales et à
la Sécurité Sociale.

Les travailleurs bénéficient de cantines, de
garderies d'enfants, souvent aussi de coopératives.

POUR LES ENFANTS

Vie en plein air, saine et reposante.

Vie fiévreuse, bien que bénéficiant (dans

Loisirs des enfants dirigés vers les petits travaux de la ferme, vers les promenades, vers la nature.

Pas de terrain de sports faute d'effectifs suffisants.

une faible mesure) des garderies, des cantines et des colonies de vacances, les enfants n'ont que la rue, pour leurs ébats, et ses mauvais exemples.

Terrains de sports mais insuffisants pour les effectifs.

✱

Et cependant, loin de s'opposer, les écoles de village et de villes sont complémentaires comme le sont les milieux géographiques, économiques et humains qui les conditionnent.

Comment éliminer ces oppositions qui les isolent les unes des autres, qui en limitent les bienfaits, quand elles ne les vouent pas à la malaisance ?

La solution, en principe est simple : leur appliquer délibérément "le principe des vases communicants" qui rétablira une sorte de niveau des effectifs scolaires favorables à la création d'un milieu scolaire plus malléable, plus homogène, plus efficient.

Serait-ce vraiment très compliqué ? Il apparaît qu'il n'y aurait pas à innover beaucoup mais simplement à adapter et à élargir un fonctionnement analogue à celui innové pour les écoles de Neige.

Il est pour ainsi dire naturel et combien facile que les hôtels vides des hautes-vallées alpestres ou pyrénéennes accueillent pendant l'hiver les enfants de la ville pour passer dans la neige et dans un climat vivifiant quelques semaines réparatrices pour la santé et l'équilibre nerveux et affectif. Il serait de même aussi simple que les écoles vides de villages accueillent pour une saison ou pour toute une année, l'excédent des écoles de ville, pour redonner calme et détente à ceux qui partent bien sûr, mais aussi à ceux qui restent ou qui sont en attente d'un prochain départ. Il s'établirait ainsi une sorte de niveau des effectifs ramené à un étiaje normal favorable au travail scolaire parce que plus allégé, plus humain, plus heureux.

Cependant, la vie en hôtel n'est pas la vie idéale. Elle est toujours la vie en troupeau où l'enfant plus ou moins incorporé à la masse est englouti dans le jeu des disciplines collectives. Il y manquera toujours ce facteur affectif indispensable à l'éclosion des personnalités. L'enfant a besoin d'une famille, d'une maman, de frères, de soeurs, d'une vie quotidienne à la mesure de ses désirs, de ses initiatives, de son rêve et cela, seule la vie familiale peut le donner.

Nous préconisons donc le placement dans les familles paysannes, chez des parents nourriciers donnant toute garantie de moralité, assurant une nourriture saine et abondante mais aussi une affection pour ainsi dire naturelle, et une hygiène au-dessus de toute critique. Ces placements-là sont faits depuis des siècles pourrait-on dire pour les enfants assistés qui ont ainsi le grand bonheur de trouver enfin une famille, et ils sont pratiqués de plus en plus pour l'envoi en vacances de jeunes citadins que les parents ne peuvent accompagner.

Il va sans dire qu'une telle initiative ne saurait se faire sans l'agrément des parents et sans que ne soit assuré un service sérieux de surveillance et ici les contrôles ne sauraient manquer.

Après une enquête sûre menée par les soins de l'Inspecteur d'Académie en relation avec l'instituteur du village, le maire, les services sociaux, les enfants placés dans des familles honorables, aisées, ayant un grand désir de tenter l'expérience, seraient régulièrement visités par l'assistante sociale. L'instituteur ou l'institutrice serait tout naturellement associé à une oeuvre comportant un aspect humain qui ne saurait être étranger à l'éducation.

Quels enfants bénéficieraient de cette initiative ?

Tout d'abord :

- * les enfants de santé délicate qui auraient là une excellente occasion de changer d'air sans perdre un temps précieux pour l'étude, et de continuer à vivre au sein d'une famille.
- * les cas sociaux : orphelins, enfants de taudis, etc...
- * les enfants de famille désunie. Il est à prévoir que pour ceux-là, la vie familiale atténuerait grandement les effets d'insécurité créés par la mésentente des parents.
- * tous les enfants qui en exprimeraient le désir parce qu'il est toujours intéressant de faire faire des expériences salutaires aux enfants, de les faire vivre dans des milieux différents et que l'on sait bénéfiques.

Comment serait financée une telle entreprise ?

Disons tout de suite que les parents nourriciers seraient payés selon un tarif à fixer et qui voisinerait avec les tarifs de l'Assistance Publique, tout en étant un peu supérieurs, pour que ne s'accrédite pas l'idée et l'esprit d'une oeuvre de bienfaisance.

Chaque enfant serait considéré comme bénéficiaire d'une bourse de pension. Les modalités de financement de ces bourses pourraient comprendre par exemple :

- * Une participation de l'Etat de 60 à 80 %. L'Etat en effet pourrait faire un effort puisque débarrassé des charges qui incombent à la construction d'écoles casernes et à leur entretien et débarrassé du même coup d'un budget pléthorique visant le payement de l'effectif toujours grandissant des maîtres de ville. Plus besoin de nommer de nouveaux maîtres : ceux des villages déjà en fonction vont tout naturellement faire le travail qui jusqu'ici nécessitait la création de nouvelles classes et de nouveaux instituteurs.
- * Une participation des villes dont les effectifs scolaires seraient allégés, puisqu'inévitablement ces villes feraient des économies sur les constructions scolaires, sur leur entretien et sur les logements à fournir aux instituteurs.
- * Une participation des allocations familiales, étant entendu que ces placements allègeraient les effectifs des prévenus.
- * Une participation, bien entendu, des parents.

La question financière ne semble donc pas poser des problèmes insolubles.

Pour rendre moins onéreuse la question des transports, on pourrait réaliser les Ecoles vertes dans le cadre du département très souvent.

Outre les avantages incontestables que l'on trouverait à une telle pratique sur le plan scolaire, avantages visant à humaniser avant tout la fonction éducative, à la rendre plus efficace, plus dynamique, on arriverait par surcroît à adoucir les oppositions de la ville et de la campagne. Les rapports entre parents nourriciers et parents effectifs créeraient un mouvement de population entre ville et village qui ne saurait avoir que de bons effets : la ville se décongestionnerait au profit de la terre qui ne mourrait plus mais au contraire prendrait un essor nouveau.

Il va de soi que sous l'angle pédagogique il y aurait plus que jamais à innover, à rendre possible et effective enfin une science de vivre que ne saura jamais acquérir le petit citadin prisonnier de son école caserne ni le petit campagnard coupé des joies du progrès. Et n'est-ce pas aussi le meilleur moyen d'arriver à réaliser au plus vite ce beau rêve de l'Ecole Moderne Française : 25 élèves heureux de s'instruire dans un milieu favorable et dont on ferait à chaque coup, des hommes.

Lucien LAGIER-BRUNO

Ingénieur T.P.E -délégué Cantonal